

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 19 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BOSTIK

Route de Bailly
B.P. 30 009
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/0497/22-CM/SL
Code AIOT : 0005101506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 RIBECOURT DRESLINCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 RIBECOURT DRESLINCOURT
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. Il est implanté dans la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs. Les principales gammes de produits fabriquées sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthanes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2022 : "Gestion de la Sous-traitance sur les sites Seveso"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation générale pour la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
2	Orga : préparation d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Orga : prépa d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Gestion des Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Orga : suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	Orga : Suivi d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
7	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10/10/2022 portait sur la gestion de la sous-traitance par Bostik sur ses installations de Ribécourt. Elle s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2022 « Gestion de la Sous-traitance sur les sites Seveso ». Elle avait pour référentiel principal l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, et notamment les dispositions de son annexe I portant sur la gestion de la sous-traitance.

L'inspection a comporté une partie en salle pour vérifier par sondage que l'organisation de l'exploitant répond aux dispositions correspondantes de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Une partie terrain a permis d'échanger avec des agents du service Maintenance et du service Production, tous les deux en charge de l'encadrement des activités sous-traitées.

Il ressort que l'organisation de l'exploitant permet de fixer et de contrôler de nombreuses exigences pour la sécurité des interventions sous-traitées (sécurité des intervenants et sécurité des procédés). L'exploitant a tracé son organisation dans des procédures et a établi plusieurs formulaires pour encadrer les risques présents lors des chantiers (Autorisations de Travail, permis de feu, permis haute-pression, permis de pénétrer, ...). Par ailleurs, l'exploitant contrôle le respect par les sous-traitants des exigences pré-définies selon différentes modalités, à la fois à l'établissement des documents préparatoires ou directement sur les chantiers eux-mêmes.

En tout état de cause, l'inspection n'a pas permis de mettre en évidence de non-conformité au regard du référentiel contrôlé. Cependant, l'exploitant doit compléter sa procédure PROC-00139 et les documents liés afin de décrire plus précisément les actions menées dans le cadre d'une intervention d'entreprises extérieures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation générale pour la sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : L'exploitant possède une liste à jour des entreprises extérieures sous forme d'un tableur. Il y est repris, pour chaque entreprise, le nom du responsable et le type d'intervention de maintenance effectué.</p> <p>L'exploitant ne sous-traite pas la partie Production/exploitation, ni la partie Logistique.</p> <p>Le suivi des interventions fait intervenir les services Maintenance Travaux Neufs, le service HSE et le service Production.</p> <p>Concrètement, après avis de ses services centraux, l'exploitant a établi des contrats pluriannuels avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 prestataire pour la mécanique et les installations générales ; - 2 prestataires pour l'électricité et l'instrumentation ; - 1 prestataire pour les travaux neufs, la tuyauterie/chaudronnerie ; - 1 prestataire pour le calorifugeage et les échafaudages... <p>Le site possède deux entreprises extérieures à demeure sur le site.</p> <p>D'autres prestataires avec des interventions ponctuelles ont un contrat à la tâche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation : préparation d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Toute entreprise qui souhaite intervenir sur le site Bostik doit d'abord faire les démarches pour être référencée auprès du service central Achats du Groupe Arkéma situé à Lyon. Cette procédure vise à vérifier les capacités des sous-traitants à intervenir sur les sites industriels du groupe : savoir-faire technique, mais aussi politique sécurité (prise en compte des risques, des règles de sécurité, organisation en matière de sécurité), formations des agents, organisation... A cet effet, l'entreprise sous-traitante doit renseigner et transmettre au service Achat Groupe un formulaire. Les entreprises référencées sont classées en 3 catégories d'agrément : <ul style="list-style-type: none">- A pour les entreprises intervenant sur les procédés Bostik ;- B pour les entreprises susceptibles d'intervenir ponctuellement sur les installations ;- C pour les entreprises n'intervenant pas sur les installations. Les formulaires de référencement comportent d'autant plus de questions que le niveau d'intervention sur les procédés est élevé. Une entreprise référencée peut alors répondre à un appel d'offre émis par le site. Sur le site de Bostik, les cahiers des charges sont rédigés par le service Maintenance. Les modalités de choix des entreprises en réponse à un appel d'offre dépendent de la nature et de la taille de la prestation demandée : 1) Pour un contrat annuel de maintenance, l'entreprise candidate transmet au site un dossier de réponse à l'appel d'offre. Les entreprises et offres de prestation sont jugées suivant une grille d'évaluation abordant notamment la réponse au besoin, la sécurité, l'organisation du contrat, la transition avec le contrat précédent... Par la suite, les évaluations des offres de prestation faites par le site sont transmises au niveau du groupe pour décider conjointement du choix de l'entreprise retenue. 2) Pour des interventions plus ponctuelles, le cahier des charges est toujours rédigé par le service Maintenance. Et seules des entreprises référencées peuvent répondre aux appels d'offre. Par contre, les procédures d'évaluation des offres et de choix de l'entreprise retenue sont moins lourdes que les contrats annuels et ne font pas intervenir systématiquement le niveau national.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : Les règles encadrant les interventions pour travaux sur le site sont décrites dans la procédure PROC-00139.</p> <p>Plan de Prévention (PdP) : Pour toute intervention à risques ou de plus de 400h, un Plan de Prévention (PdP) est rédigé conjointement par l'exploitant et le prestataire. A cette étape, l'exploitant et le prestataire font une visite conjointe des installations faisant l'objet de l'intervention et établissent une analyse des Risques. Divers documents sont alors échangés : <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant transmet au prestataire les Prescriptions Générales de Sécurité (PGS), décrivant la société Bostik et les risques susceptibles d'être rencontrés ; - le Prestataire transmet le Document Préalable à l'exécution de l'Opération (DPO), correspondant aux modes opératoires et formations ; - Bostik transmet les prescriptions de sécurité. <p>En séance, l'exploitant a présenté le modèle de PdP disponible. La visite de terrain a permis de vérifier la bonne rédaction des PdP sur les actions de maintenance en cours.</p> <p>Autorisation de Travail (AT) : Avant l'intervention, une Autorisation de Travail est établie conjointement par le service Production, le service Maintenance et le prestataire. Cette AT permet de décrire les risques réellement présents au moment de l'intervention, les différents moyens de prévention/protection à mettre en place, les opérations de mise à disposition des installations. L'AT peut renvoyer vers des permis complémentaires pour certains risques particuliers : permis de feu (voir plus loin dans le présent rapport), permis de pénétrer, permis de meuleuse, permis de fouille, permis de travail en hauteur,... L'AT peut définir le besoin d'une réception technique des travaux. La signature de l'AT par le service Production implique la vérification de la mise à disposition des équipements et de l'analyse de risques et des mesures de protection. La signature de l'AT par le Prestataire implique la vérification que les mesures de protection sont effectivement en place.</p> <p>La durée de validité de l'AT est définie par l'exploitant. Il est signé à chaque changement d'équipe par le chef de poste. Tant que la fin d'AT n'est pas signée, l'AT peut être réutilisée : à sa réouverture, le service Production vérifie que les conditions d'intervention sont réunies : mise à disposition des équipements, analyse de risques et mesures de protection rebalayées.</p> <p>Le formulaire d'AT a été transmis au préalable de l'inspection et a été présenté en séance par l'exploitant.</p> <p>Une procédure (PROC-01360) LOTO définit les règles pour la mise à disposition des installations par l'exploitant avant toute intervention.</p> </p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : Les règles encadrant les interventions pour travaux sur le site sont décrites dans la procédure PROC-00139. Le permis feu est un document lié à cette procédure comme tous les autres permis (permis de pénétrer, de fouilles, de travail en hauteur, ...). Cependant, ce point mériterait d'être complété dans la procédure évoquée ci-dessus.</p> <p>Un Permis de feu est établi pour toutes les interventions générant des flammes ou projetant des étincelles. Un permis de feu est établi également pour les travaux générant des points chauds. Un permis de feu est toujours associé à une Autorisation de Travail.</p> <p>Les règles associées au permis de feu sont décrites dans la procédure PROC-00136. Le formulaire pré-établi de permis de feu a été présenté en séance.</p> <p>Le formulaire de Permis de Feu prévoit plusieurs rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention envisagée ; - les matériels utilisés générant des flammes ou étincelles (chalumeau, perceuse, meuleuse, moteur thermique,...) ; - les risques liés aux installations ; - les moyens de protection à mettre en place : détecteurs portatifs, extincteurs, bâches ignifugées, ... - la validation du Permis de feu ; - le contrôle d'absence de feu couvant, 2 h après la fin des travaux. <p>Cette surveillance 2h après la fin des travaux se fait par l'exploitant avec un passage toutes les 30 min à l'occasion de rondes ou de visites spécifiques. Ce point est présent dans le document "Permis de feu".</p> <p>Dans la grande majorité des cas, en raison de la configuration des locaux, l'exploitant n'a pas besoin d'inhiber des détecteurs incendie pour éviter des déclenchements intempestifs dus aux travaux.</p> <p>Il n'y a pas de MMR sur le site du fait de l'absence d'effet à l'extérieur des limites de propriété identifiées dans l'étude de dangers du site.</p>
Observations : L'exploitant doit compléter sa procédure PROC-00139 sur l'aspect du suivi pendant 2 heures du chantier suite à un permis de feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : Les règles encadrant les interventions pour travaux sur le site sont décrites dans la procédure PROC-00139. L'exploitant procède à de nombreux contrôles tout au long des interventions et de leur préparation. Cependant, ce point mériterait d'être complété dans la procédure évoquée ci-dessus.</p> <p>L'exploitant réalise des audits de chantiers de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle d'un chantier sur le terrain, prévu sur une durée d'1/4 d'h, suivant des grilles d'audits pré-établies. Les contrôles portent surtout sur les risques présents, l'adéquation risques/mesures de prévention, et la mise en place effective de ces mesures. Ces audits sont réalisés par un agent Bostik (tous services). Les objectifs sont définis pour chaque employé en début d'année. En séance, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des audits pour cette année. Ces grilles sont centralisées par le service HSE. Les actions de non-conformité éventuellement relevées sont intégrées dans le logiciel type SAP pour suivi. <p>Observations : L'exploitant doit compléter sa procédure PROC-00139 notamment sur l'aspect de la réalisation d'audits en phase "chantier" lors de l'intervention d'une entreprise extérieure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Orga : Suivi d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les règles encadrant les interventions pour travaux sur le site sont décrites dans la procédure PROC-00139. Cependant, ce point mériterait d'être complété dans la procédure évoquée ci-dessus. Une réception technique est réalisée dans l'Autorisation de Travail (ce point est défini à l'étape de validation de l'analyse des Risques). La réception se fait toujours en préalable à la clôture de l'AT : tant que l'AT n'est pas clôturée, elle peut être utilisée pour poursuivre l'intervention. Par contre, les opérations de remise à disposition des équipements (déconsignation) se font une fois l'AT clôturée. L'exploitant ne réalise pas de retour d'expérience. Il serait cependant utile d'analyser les dysfonctionnements afin de mettre en place des actions correctives.
Observations : L'exploitant doit compléter sa procédure PROC-00139 afin d'effectuer une analyse des dysfonctionnements lors des interventions des entreprises extérieures. L'objectif est d'identifier les actions correctives à mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. <p>Constats : Sur l'établissement, les entreprises extérieures n'ont pas d'action particulière prévue dans les procédures de gestion des situations d'urgence.</p> <p>Les consignes données aux prestataires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de feu sur leur chantier ou à proximité, attaquer le feu avec les moyens à dispositions ; - s'ils détectent tout accident/incident/incendie, alerter immédiatement l'exploitant par téléphone ; - si la sirène retentit, mettre son chantier en sécurité et évacuer au point de regroupement adéquat. <p>Ces consignes sont transmises aux prestataires par l'exploitant au travers des Prescriptions Générales de Sécurité, à l'étape d'établissement du Plan de Prévention.</p> <p>Elles sont rappelées lors de l'accueil sécurité obligatoire pour accéder à la plateforme à l'entrée de la plateforme.</p> <p>L'exploitant peut contrôler la bonne connaissance de ces consignes auprès des prestataires lors d'audits de chantiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les besoins minimaux en formations des entreprises sous-traitantes sont exigés par Bostik par ses démarches d'agrément des prestataires. Ils sont rappelés dans le cahier des charges des prestations (à la fois pour les contrats annuels ou ponctuels). Concrètement, Bostik demande à ce que le personnel intervenant sur son site soit correctement formé pour réaliser l'intervention. Il revient ensuite au prestataire de définir l'ensemble des formations à suivre et habilitations à avoir à cet effet, et de définir et suivre les périodicités de recyclages. Pour les sensibilisations aux risques présents sur le site, une formation est délivrée à l'accueil de la plateforme. Cette formation est obligatoire pour accéder aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pour les formations aux risques sur site : Une formation aux risques présents sur le site est délivrée. Un quizz vient valider la bonne compréhension de cette formation. La périodicité de recyclage de cette formation est de deux ans. L'exploitant tient à jour un tableau nominatif de suivi des personnes ayant suivi cette formation. Le site ne délivre des badges d'accès qu'aux personnes à jour de leur recyclage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet